

Initiatives ministérielles

ne façon sur l'image globale du Canada que nous aimerions projeter dans le monde entier.

Les immigrants ont été et continuent d'être à bien des égards le moteur de notre croissance. Nous avons besoin de nouveaux habitants qui viennent nous donner un coup de main. Notre pays a connu une croissance au fil des années à cause des idées nouvelles qu'on y a apportées. Il n'est pas sage de rendre aussi difficiles les conditions d'admission des immigrants chez nous. Ils ne voudraient pas venir chez nous, dans nos villes et nos campagnes, pour y bâtir un pays meilleur.

Après tout, comme l'ont souvent dit mes collègues à la Chambre, nous sommes un pays d'immigrants. Nous avons un grand pays sur le plan géographique, mais un pays peu peuplé. On dit que jusqu'à 50 ou 60 millions des personnes pourraient vivre facilement et très confortablement sur le territoire habitable de notre pays.

Nous devrions songer à l'avenir à accroître notre population, car, bien franchement, le monde a besoin de nous pour donner l'exemple de ce que le monde pourrait être, c'est-à-dire un pays où les gens vivent dans la bonne entente et où les gens peuvent s'épanouir, précisément ce que nous avons au Canada et ce que nous offrons à tous les citoyens qui viennent s'établir chez nous.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir dire quelques mots sur cette question qui me tient à cœur, le projet de loi C-86, qui vise à modifier la Loi sur l'immigration.

Je parle à titre d'ancien immigrant venu m'établir au Canada. Je dois dire qu'à mon arrivée en 1956, j'étais très reconnaissant au Canada de m'avoir accepté comme immigrant, et je le suis encore d'ailleurs. À mon avis, 99,99 p. 100 des gens qui ont choisi le Canada et que le Canada a choisis comme immigrants veulent contribuer à la vie canadienne.

• (1830)

En fait, les immigrants ont beaucoup contribué au développement du Canada. Il n'y a pas une sphère d'activité canadienne qui n'ait bénéficié de l'apport des immigrants de toutes les régions du monde. Je me demande pourquoi, dans les modifications qu'il propose à la Loi sur l'immigration, le gouvernement semble s'inspirer d'une idéologie et d'une philosophie qui sont notamment celles du Parti réformiste et qui consistent à fermer la porte aux immigrants souhaitant s'établir au Canada ou à leur rendre la tâche plus difficile.

Les immigrants ont créé des emplois au Canada. Ils ne prennent pas les emplois des Canadiens. Ils sont essen-

tiels à la vie professionnelle, économique et culturelle du Canada. Le Canada est l'un des rares pays à avoir des lois multiculturelles qui traduisent et soulignent l'importance des immigrants au Canada.

Je suis donc très perplexe et j'ai beaucoup de difficulté à comprendre pourquoi un gouvernement voudrait adopter certaines des mesures cruelles proposées dans le projet de loi. Ainsi, en vertu de ce projet de loi, on pourrait envoyer un immigrant dans une région du pays pour une période indéterminée et l'obliger à rester là-bas. Un immigrant peut venir au Canada et présenter une demande pour lui et toutes ses personnes à charge, mais si une personne à charge reste dans le pays d'origine, elle devra recommencer tout le cirque des demandes, du parrainage, etc. Dans nos bureaux de circonscription, nous avons tous fait l'expérience des chinoiseries administratives et de ce cirque. Avec le temps, il se pourrait que la personne à charge ait 19 ans et qu'elle doive alors présenter une demande à titre de requérant indépendant.

Pensez à quel point il est cruel de dire à un immigrant qui a fait une demande pour s'établir au Canada, mais qui, pour une raison ou une autre, retire sa demande ou se voit refuser le droit d'établissement, qu'on ne lui remboursera pas les frais de 300\$ ou 350\$ qu'il a versés.

Pour les membres du gouvernement, 350\$ ne représentent pas une somme importante, mais dans mon pays natal, c'est énorme. Avec le taux de change actuel, où 10 dollars canadiens valent 100 dollars de la Guyane, les frais s'élèvent à 3 500 dollars, une somme exorbitante. Pourtant, le gouvernement tient à apporter cette modification à la Loi sur l'immigration, et c'est ce qu'il nous propose.

Mes collègues qui ont siégé au comité vous le diront, aucun des groupes qu'ils ont entendus n'a appuyé les changements proposés. Aucun. Regardez ce qui s'est produit. Le gouvernement a proposé en comité 70 amendements à un projet de loi de 100 pages. Le gouvernement a proposé 70 amendements, puis 11 autres.

Interrogez mes collègues qui siégeaient au comité, ils vous diront qu'aucun témoin n'a approuvé les changements. Ils ont tous soulevé les mêmes arguments que moi, mais de façon beaucoup plus éloquente. Pourtant, en s'inspirant des sondages d'opinion, le gouvernement exploite la xénophobie qu'entretiennent, comme nous le savons tous, certains Canadiens, il l'alimente dans l'es-